Mention Droit international et européen

Droit des activités aérospatiales et des télécommunications

Code diplôme : 1351280U

RNCP 38168

OF UNION
8 boulevard Dubreuil
91400 ORSAY
contact@cfa-union.org / www.cfa-union.org

Mobilité internationale du CFA UNION
Cofinancé par le programme Erasmus+ de l'Union européenne

SOMMAIRE

Vos contacts P.2

Les dates clefs de la formation P.3

Présentation du diplôme :
- Objectifs de la formation P.4
- Compétences acquises P.5
- Modalités d'organisation P.6
- Modalités d'évaluation du diplôme P.8
- Durée de la formation P.8
- Les blocs de compétences P.8
- Les taux de réussite et de rupture P.8

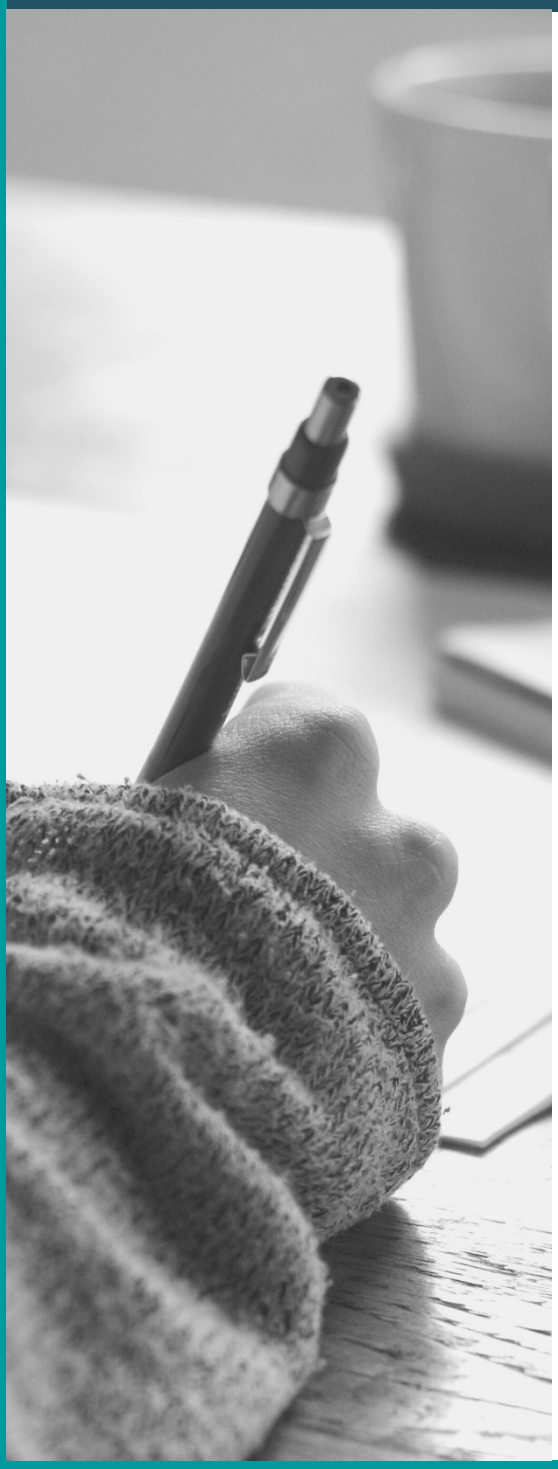
Le programme P.9

Le calendrier d'alternance P.10

Les moyens humains P.11

Fiche RNCP P.12/22

VOS CONTACTS



• Contacts Pédagogiques

Responsables de la formation :

Philippe ACHILLEAS

Tél : 06.22.22.63.45 / philippe.achilleas@idest-paris.org

Secrétariat pédagogique :
Département FC/VAE/Alternance/EAD.

Université Paris Saclay-Faculté DEG

formations-alternance.jean-monnet@universite-paris-saclay.fr

Lieu de la formation : Institut pour l'entrepreneuriat et l'innovation (IEI) Université Paris Saclay-Fontenay aux Roses

• Contacts CFA

Conseiller formation :

Nancy LECOCQ

Tél : 06.32.12.43.41 / nancy.lecocq@cfa-union.org

Service financier :

Hanane AABOU

Tél : 06.07.59.68.87 / hanane.aabou@cfa-union.org

Référent handicap :

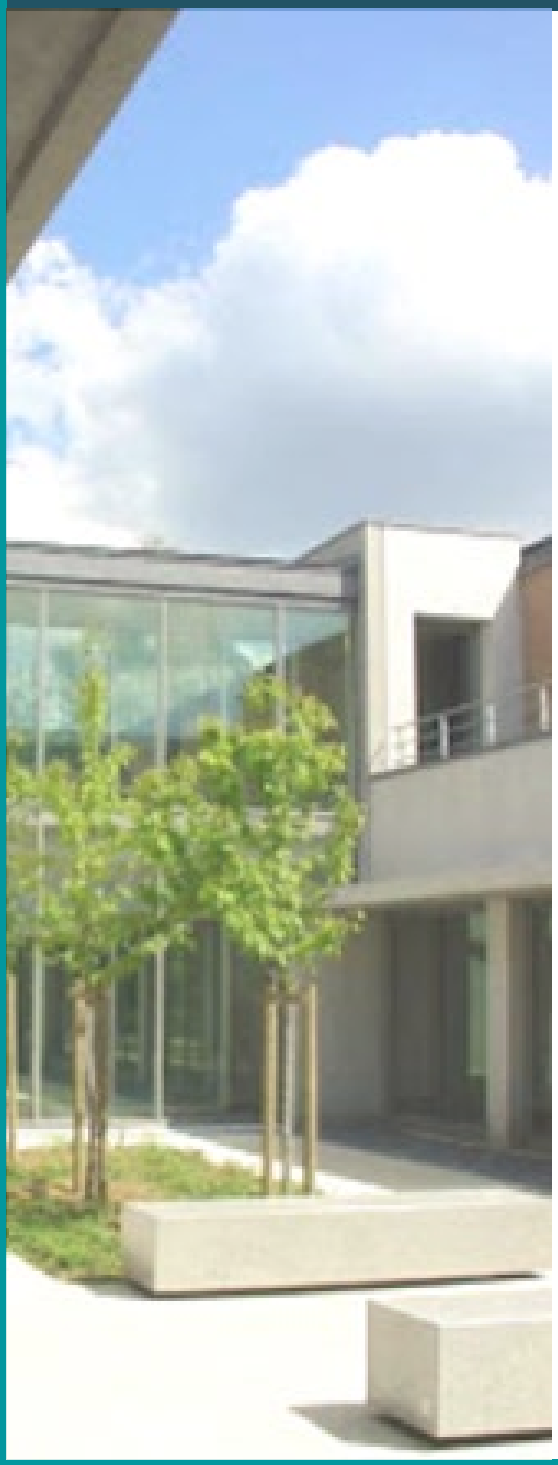
Anna Toth

Tél : 06.07.80.85.37 / anna.toth@cfa-union.org

Adresse postale : OF UNION

8 boulevard Dubreuil – 91400 ORSAY

DATES CLEFS DE LA FORMATION



- **Recrutement**

La formation est ouverte aux titulaires d'un Master 1 « Droit International et Européen, parcours Affaires Internationales et Européennes » ou des étudiants étrangers, des étudiants en double cursus qui souhaitent se spécialiser dans l'un des domaines du master, voir des élèves ingénieurs dans le cadre d'un partenariat avec l'ISAE-Supaéro.

- Date de la formation : 09/09/2024 au 10/09/2025
- Réunion d'information destinée aux stagiaires : NC
- Date de la rentrée universitaire : 09/09/2024

Présentation du diplôme

- **Conditions d'admission :**

Vivier de candidats

- 50% des étudiants sont recrutés dans le cadre d'un parcours M1+M2. Le M1 droit international et européen, parcours affaires internationales et européennes qui conduit au M2 DAST contient plusieurs enseignement spécifiques et pratiques destinés à accompagner les étudiants vers l'alternance (propriété intellectuelle, droit international et européen du numérique, droit de l'espace, de l'aéronautique et de la défense, droit des transports internationaux, droit de la donnée, grands enjeux technologiques internationaux). En plus de cours de pré-spécialisation, ils suivent un enseignement avec des élèves ingénieurs en partenariat avec CentraleSupélec et un cycle de conférence chez des entreprises qui recrutent des alternants. En outre, les étudiants de M1 sont associés à toutes les activités de networking et de découverte organisés pour et par les étudiants du M2 DAST.
- 50% des candidats sont recrutés directement au niveau du M2. Il s'agit ici d'ouvrir la formation à des étudiants étrangers, à des étudiants en double cursus, voire à des élèves ingénieurs dans le cadre d'un partenariat avec l'ISAE-Supaéro.

Bassin de recrutement

- Pour le parcours M1+M2, les étudiants sont recrutés parmi les étudiants de Licence l'Université Paris-Saclay, notamment le parcours d'excellence Droit, Science et innovation. Afin renforcer la diversité des étudiants, une partie des étudiants est composée d'étudiants issus d'autres universités, notamment des universités de province.
- Pour l'entrée en M2, le master est ouvert à tous les candidats français et étrangers qui souhaitent se spécialiser dans l'un des domaines du master.

Procédure de recrutement

Les deux voies d'accès sont soumises à la même procédure de recrutement qui a fait le succès du M2 DAST depuis sa création.

- Présélection sur dossier : le dossier doit attester de la qualité universitaire de l'étudiant ainsi que de sa capacité à intégrer le marché du travail (stages, emplois, activités associatives, langues, connaissance des secteurs d'emploi).
- Entretien avec un jury d'universitaire et de professionnels représentant les futurs employeurs du master : l'entretien doit permettre de juger de la motivation et du projet professionnel du candidat.

- **Objectifs de la formation :**

Pour le M2.

Premier diplôme au monde associant l'étude du droit de l'espace et des télécommunications, cette formation a été créée en 21 avec le soutien des milieux professionnels pour satisfaire des secteurs en pleine expansion demandeurs de diplômés hautement qualifiés.
Le contenu du master a ensuite évolué pour englober le secteur de l'aéronautique et l'ensemble des réseaux et des services de communication numérique. Le périmètre du master s'étend aujourd'hui aux activités stratégiques et technologiques liées à l'aéronautique, à l'espace et au numérique. Le master est conçu en partenariat avec les grandes entreprises et institutions de ces trois secteurs. Chaque année le contenu des enseignements est repensé en fonction des besoins du marché du travail. L'objectif est de garantir une insertion professionnelle assurée à la sortie du M2. Le M2 a également pour objectif de former à la recherche dans les domaines du master. A cette fin, les enseignements combinent une approche théorique et pratique.

Les cours fondamentaux sur le droit de l'espace, de l'aéronautique, et du numérique sont complétés par des modules d'application en management des contrats, en conformité, en sécurité, et en politique.

La formation présente également une dimension interdisciplinaire pour offrir aux élèves juristes une capacité de communiquer avec toutes les composantes de l'entreprise ou de l'institution d'accueil. Ainsi, la formation propose des cours techniques et scientifiques, une semaine de cours délocalisée sur le campus de l'Isae-Supaéro (Toulouse), des ateliers communs avec des élèves ingénieurs et scientifiques. Le M2 est également ouvert aux élèves ingénieurs, ce qui renforce le dialogue interdisciplinaire avec les diplômés.

La formation présente par ailleurs une solide ouverture internationale grâce à ses enseignements combinant une approche nationale et transnationale des problématiques, ses cours dispensés en français et en anglais, son équipe pédagogique multiculturelle (9 nationalités), ses promotions composées pour moitié d'étudiants étrangers (68 nationalités diplômées), et sa participation à de grands événements internationaux.

- **Les compétences attestées :**

- Travailler et évoluer dans un environnement de travail international
- Traiter et préparer des documents juridiques en anglais
- Gérer des documents précontentieux et contentieux
- Déterminer le droit applicable dans une situation de conflit
- Analyser les enjeux juridiques européens et internationaux d'une situation factuelle
- Identifier les questions juridiques dans un litige et identifier/construire les stratégies contentieuses d'argumentation
- Négocier un contrat international, un traité international, des instruments de soft law…
- Maîtriser les méthodologies du droit international, en vue d'adapter les approches en fonction du contexte factuel
- Maîtriser et savoir analyser la jurisprudence internationale
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

➢ Modalités d'organisation de la formation

Semestre 1

Enseignements	Lieux	Choix	ECTS	CM en h	Évaluations	Seuil de compensation
Semestre 1			**30**			
Appréhender les fondamentaux du droit des technologies stratégiques			**16**			
Droit des activités spatiales	Fontenay		4	32	ET	7/20
Droit des activités aéronautiques	Fontenay		4	20	ET	7/20
Droit des réseaux numériques	Fontenay		4	33	ET	7/20
Principes de droit de la concurrence	Fontenay		2	13	ECI	7/20
Principes de propriété industrielle	Fontenay		2	11	ET	7/20
Comprendre l'environnement scientifique et technique			**4**			
Gestion des fréquences	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Réseaux télécoms	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Techniques aérospatiales	Toulouse		1	10	ECI	7/20
Techniques aéronautiques	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Gérer la conformité et la sécurité			**6**			
Protection des données personnelles	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Sécurité des systèmes d'information	Fontenay /Paris		1	10	ECI	7/20
Cyberdéfense	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Transfert international de biens sensibles (Export control)	Fontenay		3	20	ECI	7/20
Définir un cadre politique et stratégique			**4**			
Droit du renseignement	Fontenay		2	20	ECI	7/20
Space Markets	Paris		1	10	ECI	7/20
Organisations internationales techniques spécialisées (espace, aéronautique, numérique)	Paris		1	10	ECI	7/20

Semestre 2 (au cours du second semestre les apprentis auront le choix entre deux blocs de spécialisation)

Enseignements	Lieux	Choix	ECTS	CM en h	Évaluations	Seuil de compensation
Semestre 2			**30**			
Maîtriser la pratique contractuelle			6			
Contrats et communications électroniques	Paris		1	12	ECI	7/20
Marchés publics, marchés de défense	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Contrats informatiques	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Contrats spatiaux	Fontenay		1	8	ECI	7/20
Management contractuel	Fontenay /Paris		1	9	ECI	7/20
Contrats aéronautiques	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Secteur de professionnalisation 1 bloc au choix :						
Télécommunications et Numérique			6			
Régulation ex ante du marché des communications électroniques	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Analyse des marchés et régulation concurrentielle dans les télécommunications	Paris		1	10	ECI	7/20
Droit algorithmique	Paris		1	10	ECI	7/20
Droit européen des médias et des plateformes numériques	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Droit du cloud et du big data	Paris		1	10	ECI	7/20
Aménagement numérique des territoires	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Air et espace			6			
Droit du transport aérien	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Droit national spatial comparé	Paris		1	10	ECI	7/20
Espace et sécurité	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Management des risques aéronautiques et spatiaux	Fontenay		1	10	ECI	7/20
Bureau d'étude : gestion d'un projet spatial	Meudon/Paris		1	10	ECI	7/20
Programmes spatiaux habités	Fontenay /Paris		1	10	ECI	7/20
Mettre en pratique ses compétences			18			
Voyages d'étude et ateliers professionnels			2	50	ECI	7/20
Activité en milieu professionnel			11		RAPPORT/ SOUTENANCE	**10/20 Non compensant**
Rapport sur projet d'étude	☐		5		RAPPORT	**10/20 Non compensant**
Mémoire de recherche	☐		5		MEMOIRE	**10/20 Non compensant**
Total annuel			**60**			

ECI : Evaluation continue intégrale (session unique) / ET : Evaluation terminale
Attention ! Chaque semestre doit être validé (moyenne supérieure ou égale à 10/20 et résultat « admis »), sans compensation entre les 2 semestres.

- **Modalités d'évaluation du diplôme**

Une palette de modalités de contrôle des connaissances pour une meilleure adaptation à la philosophie de la formation. Elle permet également de valoriser les activités en entreprise.

- Les enseignements fondamentaux font l'objet d'un contrôle de connaissances sous la forme d'un examen écrit en classe.
- Les séminaires des blocs de spécialisation donnent lieu à divers types d'examen destinés à valider les compétences et à préparer la vie en entreprise : montage et présentation de projet, simulation de négociation, préparation et défense de dossiers, ateliers techniques, notes de synthèse, exercice sur table

Pour soutenir le caractère interculturel de la formation, certains examens doivent être passés en anglais.

Pour soutenir le caractère interdisciplinaire, deux exercices notés reposent des travaux d'équipes mixtes (juristes/ingénieurs) : un bureau d'étude autour d'une mission d'exploration ou d'exploitation de l'espace ; un procès simulé sur un thème du droit de l'espace combinant des questions juridiques et techniques.

- **Durée de la formation**

408 h

- **Blocs de compétences :**

https://site.cfa-union.org/mediatheque/fiche_cal2/MAS2_DAST.pdf

- **Informations diverses :**

Taux de réussite : 100%
Taux de rupture : 5%

Dispensé en présentiel sous contrôle continu

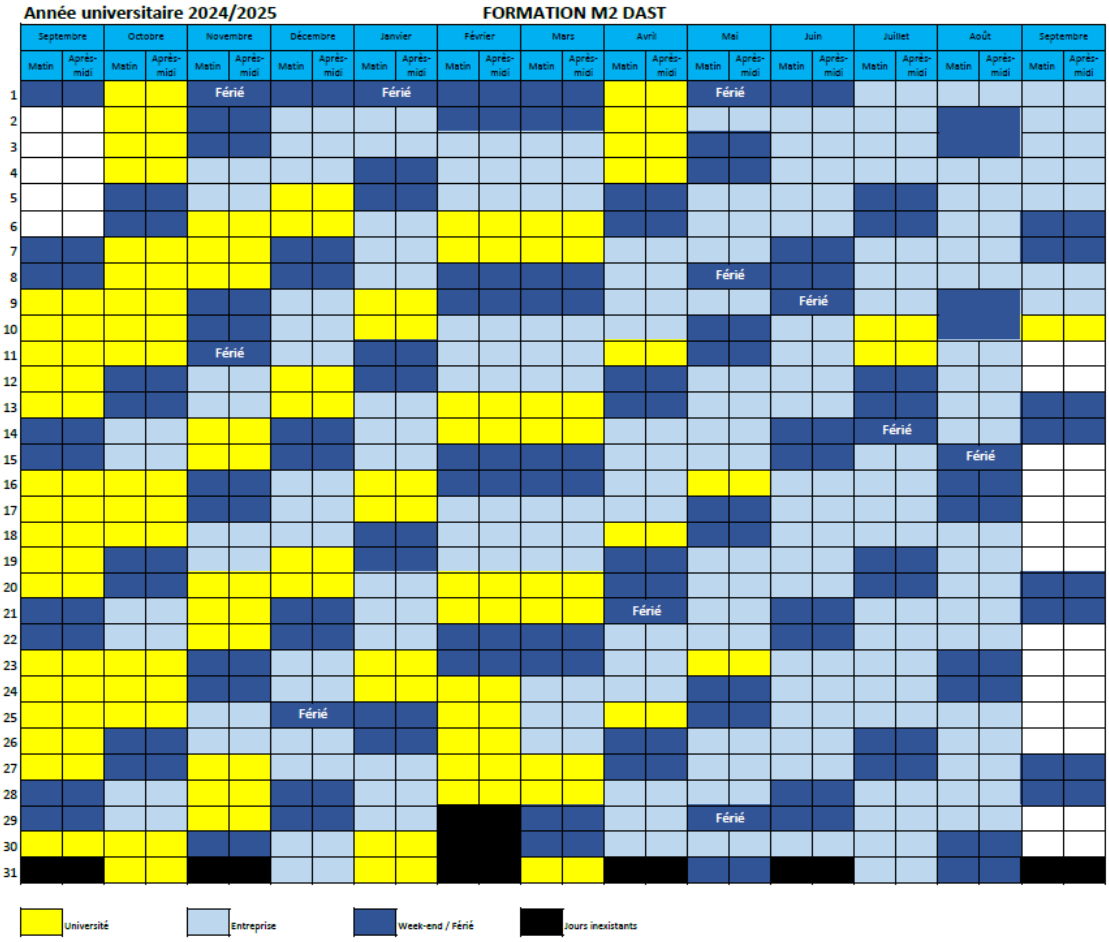
Programme simplifié de la formation

Maîtriser la pratique contractuelle	
Contrats aéronautiques	10
Contrats et communications électroniques	12
Contrats informatiques	10
Contrats spatiaux	8
Management contractuel	9
Marchés publics, marchés de défense	10
Bloc de spécialisation	
Aménagement numérique des territoires	10
Analyse des marchés et régulation concurrentielle dans les télécommunications	10
Bureau d'étude : gestion d'un projet spatial	10
Droit algorithmique	10
Droit du Cloud et du Big Data	9
Droit du transport aérien	10
Droit européen de l'audiovisuel et des plateformes numériques	10
Droit national spatial comparé	10
Espace et sécurité	10
Management des risques aéronautiques et spatiaux	10
Programmes spatiaux habités	10
Régulation ex ante du marché des communications électroniques	10
Mettre en pratique ses compétences	50
TOTAL	408 h

Calendrier de la formation

rentrée 2024-2025

Année universitaire 2024/2025 **FORMATION M2 DAST**



Date de début : 09/09/2024

Date de fin : 10 /09/2025

université PARIS-SACLAY

FACULTÉ JEAN MONNET

DROIT-ÉCONOMIE-MANAGEMENT

Les moyens

- L’équipe pédagogique

A la demande

MASTER - Droit international (fiche nationale)

Code de la fiche : RNCP38168

Etat : Active

Nomenclature du niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	**128 :** Droit, sciences politiques
Formacode(s)	**13274 :** Droit privé **13267 :** Droit international **13237 :** Droit public
Date d'échéance de l'enregistrement	31-12-2028

Certificateur(s)

Nom légal	Siret	Nom commercial	Site internet
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE	11004401300040	-	-
CY CERGY PARIS UNIVERSITE	13002597600015	-	-
UNIVERSITE DE BORDEAUX	13001835100010	-	-
UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE	19761904200017	-	-
UNIVERSITE DE STRASBOURG	13000545700010	-	https://www.unistra.fr/
UNIVERSITE DE TOURS	19370800500478	-	-
UNIVERSITE GRENOBLE ALPES	13002608100013	-	-
UNIVERSITE LYON 3 JEAN MOULIN	19692437700282	-	-
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	19751717000019	-	-
UNIVERSITE PARIS CITE	13002573700011	-	-
UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS	13002995200012	-	-
UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC	19730858800015	-	-

Objectifs et contexte de la certification :
Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

Activités visées :
- Rédaction de dossiers techniques, notes de synthèse et d'analyses juridiques
- Rédaction et analyse de contrats internationaux
- Articulation des normes des différents ordres juridiques
- Analyse et application d'instruments normatifs internationaux et européens (traités, contrats, résolutions…) et de textes législatifs interprétant et appliquant le droit international (privé et/ou public)
- Étude critique des arrêts rendus par les juridictions com international public ou privé
- Construction d'argumentations cohérentes concernant toute question de droit
- Gestion des contentieux dans des litiges à dimension internationale (interétatiques, privés ou mixtes)
- Préparations de conclusions, de mémoires et de dossiers de plaidoiries à dimension internationale interétatiques, privés ou mixtes)
- Assistance juridique et conseil auprès de sociétés ayant des activités internationales
- Rédiger et communiquer en anglais juridique et éventuellement dans une autre langue
- Traduction de textes normatifs nationaux et internationaux
- Offre d'expertise en investissement international et/ou commerce international
- Recherche sur des problématiques de droit international
- Participation dans la négociation et l'établissement d'instruments normatifs internationaux et européens
- Veille juridique dans les domaines du droit international et droit européen (évolution de la réglementation et de la jurisprudence)

Compétences attestées :
Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques de la mention
- Analyser les enjeux juridiques internationaux d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Appliquer les méthodologies du droit international à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
- Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit international afin d'éclairer leurs actions
- Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit international afin de garantir leur bonne mise en œuvre
- Traiter les informations émanant de sources internationales afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit international
- Analyser la jurisprudence relative à des contentieux internationaux afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
- Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit international
- Identifier les différentes sources d'information internationales afin de réaliser une veille juridique complète
- Suivre le fonctionnement des institutions internationales pour en maitriser les enjeux
- Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales
- Prendre en compte la diversité des cultures juridiques pour une veille juridique complète
- Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques
- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
- Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité
- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Pré-rédiger et communiquer en anglais juridique et éventuellement dans une autre langue
- Traduction de textes normatifs nationaux et internationaux
- Prévenir les risques juridiques de l'organisation par l'identification et la mise en œuvre des outils de prévention et de gestion des risques appropriés
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/ avantage des options)
- Identifier le régime juridique interne et international des différents actes aux fins de leur élaboration
- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques nécessaires
- Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions internationales) pour régler le litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
- Rédiger les mémoires et plaider devant les instances nationales et internationales pour le règlement des différends en français et dans au moins une langue étrangère

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Modalités d'évaluation :
Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances, compétences et blocs de compétences constitutifs du diplôme. Ces éléments sont appréciés soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés. Chaque ensemble d'enseignements a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Pour l'obtention du grade de Master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 crédits ECTS au-delà du grade de licence.

blocs de compétences

RNCP38168BC01 - Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention - Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC02 - Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC03 - Mettre en oeuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC04 - Contribuer à la transformation en contexte professionnel

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC05 - Analyser, assister, et conseiller sur des problématiques de droit international

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Analyser les enjeux juridiques internationaux d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre - Appliquer les méthodologies du droit international à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente - Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit international afin d'éclairer leurs actions - Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit international afin de garantir leur bonne mise en œuvre - Traiter les informations émanant de sources internationales afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit international - Analyser la jurisprudence relative à des contentieux internationaux afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte - Traiter les aspects juridiques de dossiers internationaux ou transnationaux pour en permettre l'analyse - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit international	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC06 - Réaliser une veille juridique dans un environnement exigeant le recours au droit international

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les différentes sources d'information internationales afin de réaliser une veille juridique complète - Suivre le fonctionnement des institutions internationales pour en maitriser les enjeux - Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales - Prendre en compte la diversité des cultures juridiques pour une veille juridique complète - Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC07 - Gérer la protection des intérêts juridiques d'une entité dans un contexte international

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique - Identifier et respecter l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité - Pré-rédiger et communiquer en anglais juridique et éventuellement dans une autre langue - Traduction de textes normatifs nationaux et internationaux - Prévenir les risques juridiques de l'organisation par l'identification et la mise en œuvre des outils de prévention et de gestion des risques appropriés - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger ses intérêts	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC08 - Fournir un appui juridique à la prise de décision dans un contexte international

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC09 - Négocier et rédiger des actes juridiques dans un contexte international

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Identifier le régime juridique interne et international des différents actes aux fins de leur élaboration - Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties - Définir une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité - Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité - Rédiger des actes juridiques nécessaires	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38168BC10 - Gérer un contentieux à l'échelle internationale

Liste de compétences	Modalités d'évaluation
- Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions internationales) pour régler le litige - Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend - Élaborer une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité - Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse - Rédiger les mémoires et plaider devant les instances nationales et internationales pour le règlement des différends en français et dans au moins une langue étrangère	Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Description des modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par correspondance :
Les modalités d'acquisition de la certification par capitalisation des blocs de compétences et/ou par équivalence sont définies par chaque certificateur accrédité qui met en œuvre les dispositifs qu'il juge adaptés. Ces modalités peuvent être modulées en fonction du chemin d'accès à la certification.

secteur d'activité et type d'emploi

Secteurs d'activités :

- 84-11 Administration publique
- 99 Services extraterritoriaux
- 69.10 : Activités juridiques
- 84-21 Affaires étrangères

Type d'emplois accessibles :
- Juriste en droit international
- Juriste international d'entreprise
- Juriste au sein d'une association, d'une ONG
- Chargé de mission de la collaboration internationale
- Chargé de mission aux relations internationales
- Juriste chargé du droit des interventions économiques des collectivités territoriales

En cas de réussite aux concours concernés :
- Avocat – Conseil en droit international
- Fonctionnaire international

Après quelques années d'expérience :
- Chargé de projet et de développement territorial
- Conseil spécialisé dans le règlement des litiges à dimension internationale, par voie arbitrale ou judiciaire
- Contract Manager
- Compliance Officer

Code(s) ROME :

K1405 - Représentation de l'Etat sur le territoire national ou international
K1902 - Collaboration juridique
K1901 - Aide et médiation judiciaire
K1903 - Défense et conseil juridique

Références juridiques des règlementations d'activité :

Néant

Voies d'accès

Le cas échéant, prérequis à l'entrée en formation :

Le cas échéant, prérequis à la validation de la certification :

Pré-requis distincts pour les blocs de compétences :
Non

Validité des composantes acquises :

Voie d'accès à la certification	Oui	Non	Composition des jurys
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

Après un parcours de formation continue	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X		Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements
Par candidature individuelle		X	-
Par expérience	X		Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

	Oui	Non
Inscrite au cadre de la Nouvelle Calédonie		X
Inscrite au cadre de la Polynésie française		X

Liens avec d'autres certifications professionnelles, certifications ou habilitations

Aucune correspondance

Base légale

Référence au(x) texte(s) règlementaire(s) instaurant la certification :

Date du JO / BO	Référence au JO / BO
-	Code de l'éducation et notamment les articles L611-1 à L612-1-1, L612-5 à L612-6-1, D612-33 à D612-36-4, L613-1, D613-1, D613-6 et D613-7 Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation des établissements d'enseignement supérieur Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master modifié Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master modifié Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master modifié

Référence des arrêtés et décisions publiés au Journal Officiel ou au Bulletin Officiel (enregistrement au RNCP, création diplôme, accréditation...) :

Date du JO/BO	Référence au JO/BO
-	UNIVERSITÉ PARIS-PANTHÉON-ASSAS, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ DE ROUEN-NORMANDIE, arrêté du : 27/06/2022
-	UNIVERSITÉ DE STRASBOURG, arrêté du : 13/07/2021
-	UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES, arrêté du : 02/06/2021
-	UNIVERSITÉ PANTHÉON SORBONNE - PARIS 1, arrêté du : 12/07/2021
-	CY CERGY PARIS UNIVERSITE, arrêté du : 12/07/2021
-	UNIVERSITÉ PARIS CITÉ, arrêté du : 01/07/2021
-	UNIVERSITÉ JEAN MOULIN - LYON 3, arrêté du : 20/07/2022
-	UNIVERSITÉ SAVOIE MONT BLANC - CHAMBÉRY, arrêté du : 19/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE BORDEAUX, arrêté du : 19/07/2022
-	UNIVERSITÉ DE TOURS, arrêté du : 08/07/2022

Date de publication de la fiche	23-10-2023
Date de début des parcours certifiants	01-01-2024
Date d'échéance de l'enregistrement	31-12-2028
Date de dernière délivrance possible de la certification	31-12-2031

Pour plus d'informations

Statistiques :
Lien internet vers le descriptif de la certification : Liste complète des organismes préparant à la certification

Le certificateur n'habilite aucun organisme préparant à la certification

Certification(s) antérieure(s) :

Code de la fiche	Intitulé de la certification remplacée
RNCP34128	MASTER - Droit international (fiche nationale)

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation :

Référentiel d'activité, de compétences et d'évaluation